



**Parlons ensemble  
de l'Europe!  
à Sceaux**

## COMPTES-RENDUS DES ATELIERS DE TRAVAIL

### « PARLONS ENSEMBLE DE L'EUROPE A SCEAUX »

Les ateliers, qui se sont tenus mercredi 19 septembre 2018 à la mairie de Sceaux, étaient structurés sur la base des trois thèmes suivants, issus de l'enquête qualitative dont l'analyse est présentée ci-dessus :

- **Atelier 1 : Quelle identité européenne ?** (*Quel idéal commun au sein de l'Europe ? Quels valeurs, droits, symboles ? Quels fondements : paix, liberté, circulation... ? Quelle place pour les spécificités des pays membres ? Quels échanges ? ...*)
- **Atelier 2 : Quel modèle européen ?** (*En matière d'économie, de politique sociale, d'environnement, d'éducation, en matière d'obligation de service public, ... Quelle Europe dans le monde ? ...*)
- **Atelier 3 : Quelle démocratie en Europe ?** (*Les prises de décision en Europe ? Quelle gouvernance pour l'Europe ? Quelle place pour les Européens dans le processus démocratique et dans les décisions ? Quel rapport aux élus ? Quelle place pour les différents États en Europe ? ...*)

## Atelier 1 « Quelle identité européenne ? »

- **Principales problématiques abordées :**

- *Qu'est-ce que l'Europe ? Est-elle une notion ou une réalité tangible ?*
- *L'Europe devrait-elle être considérée et transformée en « État fédéral » ? Faut-il introduire des pouvoirs régaliens ? Une constitution européenne ? Des rôles spécifiques pour les États ?*
- *Quels sont les fondements de l'Europe ? Y'a-t'il un patrimoine commun ? L'identité européenne est-elle finalement d'avoir des cultures multiples ?*

- **Participation**

L'atelier s'est déroulé avec la participation de 7 personnes. En comité réduit, les habitants se sont disposés autour d'une table ronde rendant les échanges directs et conviviaux. Le genre féminin a été le plus représenté avec 5 femmes et 2 hommes. En ce qui concerne la diversité des profils, l'atelier était majoritairement composé par des personnes de plus de 50 ans et notamment des cadres actifs ou des cadres retraités. Néanmoins, la présence d'une femme franco-irlandaise (naturalisée française) et d'une femme péruvienne retraitée (en vacances en suivant des études de droit à la faculté), a rendu possible une mise à distance des idées préconstruites sur la problématique de « l'identité européenne », mais aussi sur d'autres problématiques concernant l'Europe.

- **Éléments d'ambiance**

L'atelier s'est déroulé dans un climat d'échanges assez dynamiques et conviviaux. En effet, la plupart des participants se sont montrés enthousiastes à prendre la parole. L'animatrice, qui avait rappelé la méthodologie de travail en début d'atelier, a dû recadrer les échanges entre les habitants à plusieurs reprises pour faire avancer le débat, en effet, parfois, les mêmes personnes avaient tendance à s'imposer en monopolisant la parole. Dans un premier temps, au moment de lister les différents sujets qu'évoquait la question principale, les participants se sont mis d'accord sur la difficulté à répondre à la question suivante : « qu'est-ce que l'Europe ? ».

Par moments, les échanges étaient peu clivés : en général les habitants étaient d'accord sur ce qui avait été dit par l'interlocuteur précédent.

A certains moments, l'envie collective (ou l'idée) de créer du consensus a empêché de développer des points de vue divergents. Il a donc été conseillé aux personnes qui portaient ces idées de les écrire individuellement sur des feuilles de recueil de proposition. Pourtant, le groupe dans son ensemble a préféré les propositions collectives.

Enfin, malgré l'annonce de la fin de l'atelier, les participants ne semblaient pas pressés de partir et sont restés un long moment à discuter entre eux et avec les organisateurs.

- **Problématiques abordées**

Dans un premier temps les habitants se sont mis d'accord sur le fait que le thème « identité » renvoyait aux fondements de paix, de liberté et de circulation. Ensuite les participants se sont posés la question : « Qu'est-ce que l'Europe ? ». Il fallait différencier « Nation » et « Europe » : « Est-ce que l'Europe est (ou devrait être) un État ? » (Notamment en comparaison aux États-Unis, État fédéral par excellence). Dans ce contexte, les habitants se sont demandés s'il fallait ou non une justice, une armée et une fiscalité communes à l'Europe, en évoquant la question d'un « pouvoir régalien » au niveau européen. D'autre part, le nombre et la diversité des États était un sujet de discussion (l'élargissement de l'Europe de 6 à 28 étant l'une des raisons évoquées qui expliquerait les déséquilibres et problèmes dans l'Union européenne actuelle).

Certains participants ont estimé qu'on assiste aujourd'hui à un tournant : la valeur fondatrice de paix serait un acquis qui n'est plus sujet à débats. Néanmoins, des exemples ont été cités (ex. : conflit nord-irlandais) pour expliquer que l'intervention de l'Europe dans les conflits internes n'étaient pas garantie de paix. La fonction pacificatrice est donc encore nécessaire. Pour la question : « une identité ou des identités européennes ? » la controverse n'a pas été résolue entre ceux qui pensent qu'il existe une identité commune et ceux qui estiment que l'identité nationale est plus forte.

En outre, certains éléments tels que le drapeau, l'hymne ou le passeport s'ils ont été des symboles de fierté européenne par le passé, doivent aujourd'hui être revalorisés et rappelés à travers par exemple « une charte européenne » dans les écoles. Pour relancer le débat, la participante péruvienne a fait remarquer qu'il y a 40 ans, lors de son premier séjour en France la « France seule » était très différente de la « France dans l'Europe ». Cet échange a permis de prendre du recul sur le sentiment d'appartenance à l'Europe et de noter qu'en Amérique latine, même avec une langue en commun, les pays n'ont pas réussi à se mettre d'accord alors que les Européens l'ont fait.

Dans un deuxième temps, les sujets centraux ont été reformulés une nouvelle fois : l'identité elle-même serait aussi un « projet commun », une « idée », voire un « rêve ». Les habitants se sont tournés vers des questions d'ordre pratique (impôts, cotisations retraites, etc.), constatant finalement la transversalité du sujet avec celui du modèle européen.

En hiérarchisant les questions, les habitants ont commencé par la question 1. Qu'est-ce que l'Europe ? Rêve inachevé, paix/stabilité, un marché économique commun (monnaie commune ?), circulation (personnes, entreprises, capitaux, idées). Plusieurs interrogations ont été formulées : y-a-t-il un patrimoine commun et des cultures diverses ? Faut-il une constitution pour l'Europe ? Qu'est-ce qui marche bien et qu'est-ce qui génère du rejet ? Pour répondre à ces questions il serait nécessaire de « rassembler autour des histoires de civilisation » et « mettre en avant les valeurs sociales », parce que « les gens ne sont pas conscients des bases sociales » (de l'histoire).

Ensuite, les habitants ont discuté de l'importance de « l'enseignement de l'Europe » dès le plus jeune âge dans toutes les écoles. Lors de cette proposition un ton autoritaire a été utilisé : « *il faut imposer* ».

Pour décliner la première question, les participants ont défini la question 2. Quels sont les fondements de l'Europe ? Un consensus s'est constitué : il s'agit d'avoir des valeurs en commun, de savoir vivre ensemble, et de partager des valeurs démocratiques.

Ensuite un engagement de chaque pays leur a semblé nécessaire dans les questions de paix, d'armée et de défense en général. La question du terrorisme et des frontières ne faisait pas l'unanimité. Des controverses sont apparues entre ceux qui disaient que cela devrait être une tâche commune et ceux qui souhaitent des rôles pour chaque pays (armée, gestion de l'économie, de la justice, ...).

L'idée d'une « fédération » des États européens a aussi été sujet de controverses : faudrait-il établir une constitution (et doter cette fédération de fonctions régaliennes) ? Quels rôles pour les États ?

Finalement, la discussion s'est tournée sur la « culture européenne » et l'importance d'une politique européenne si l'on veut renforcer une identité commune, qui devrait s'appuyer également sur l'idée de fierté d'appartenance. Les habitants se sont mis d'accord sur la proposition de « *promouvoir le patrimoine européen en mettant en valeur les cultures européennes* ».

**Note :**

La question des pays avec des gouvernements dits « autoritaires » ou « populistes » a été soulevée lors de l'atelier. Selon certains habitants, il n'était pas question d'accepter des lignes anti-européennes. Pour faire face à ces pays, les habitants ont estimé que des réponses musclées (sanctions, exclusions) devaient être envisagées.

## Atelier 2 « Quel modèle européen ? »

- **Principales problématiques abordées :**

- *Faire de l'Europe un modèle à suivre en matière environnementale.*
- *Mettre en avant une Europe « fer de lance » dans le domaine des nouvelles technologies.*
- *Harmoniser l'économie et la fiscalité*
- *Quelle Europe sociale ?*
- *Quelle Europe de la défense ?*
- *Qui décide et comment décide-t-on ?*

- **Participation**

12 personnes ont participé à cet atelier et la parité homme-femme a été au rendez-vous. À noter également que la plupart des participants étaient en dehors des réseaux associatifs et politiques, traditionnellement impliqués de la ville. Les plus de 50 ans étaient majoritaires : 9 pour 2 participants de moins de 25 ans. À noter la surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures lors de cet atelier.

- **Éléments d'ambiance**

L'atelier s'est déroulé dans une ambiance calme et sereine, propice à l'écoute. Chacun a pu se présenter et donner son avis sur les principaux enjeux et définitions se rapportant au modèle européen. Un consensus se ressentait dans la salle. Le contenu des fiches le confirme : les participants se sont réappropriés certaines idées soulevées lors du tour de table. Ainsi l'ambiance était studieuse et de nombreuses fiches de contributions ont été réalisées par chacun des participants.

- **Problématiques abordées**

Lors de l'atelier, une vision ambitieuse de l'Europe s'est dégagée. Notamment avec l'idée d'une Europe exemplaire et forte dans les domaines de l'écologie et du développement des nouvelles technologies. Les Scéens estiment que l'Europe peut s'appuyer sur ses richesses et ses spécificités territoriales et culturelles dans son développement à venir.

### **Une Europe environnementale forte, un modèle à suivre**

L'écologie via la préservation des ressources, la lutte contre le réchauffement climatique, l'utilisation d'énergies « vertes », est au cœur des préoccupations. Selon la plupart des participants, l'Europe doit être exemplaire en matière de politique environnementale afin de « montrer l'exemple », ce qui n'est possible que « *parce que l'on est Européen dans le monde* ». Cependant une controverse sur la justesse des actes dits « durables » s'est dégagée : chaque pays ayant sa politique environnementale et énergétique (énergie carbonée, nucléaire, énergies nouvelles...), la question se pose de ce qui est réellement « vert ». Quid également du niveau réel de pollution de chaque énergie ?

### **Une Europe « fer de lance » dans le domaine des nouvelles technologies**

Une idée a été présentée et a semblé faire consensus : l'Europe gagnerait en indépendance si « un internet commun européen » se constituait. Cela permettrait par exemple d'arriver à une indépendance numérique. L'Europe trouverait également « sa force » en faisant émerger des géants

européens au niveau de l'intelligence artificielle. Les talents étant disponibles en Europe, elle « *doit devenir leader* » en termes d'innovation numérique. Il y aurait, selon les habitants, une absence des instances politiques dans les domaines des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle.

### **Une nécessité d'harmoniser l'Europe sur le plan économique et fiscal**

À de nombreuses reprises, les participants ont estimé qu'il était important d'aboutir à une harmonisation économique et fiscale, en réponse « *au paradoxe de l'Europe où chaque pays lutte pour sa compétitivité alors que l'on prône la libre circulation économique* ». Un développement du territoire européen plus équilibré en la matière semble souhaité.

À l'échelle mondiale, le manque d'harmonisation des législations produirait « *des déséquilibres concurrentiels* » qui ne permettent pas à l'Europe de parler « *d'une seule voix* » et ainsi « *ruine sa solidité* ». Les participants avancent également l'idée que l'Europe gagnerait en indépendance si sa monnaie, l'Euro, devenait la monnaie internationale.

### **Une Europe sociale ?**

Pour le modèle social, ce qui ressort, c'est la lutte contre les inégalités, que ce soit entre les hommes et les femmes ou entre tous les hommes via, par exemple, une proposition de minimas sociaux ainsi que la cohérence et l'harmonisation des politiques éducatives (« *savoir lire pour être employable* »).

L'accueil des migrants a été évoqué à plusieurs reprises. Il y a encore ici l'idée de l'harmonisation : harmoniser les flux migratoires, harmoniser la protection des frontières. On peut souligner une distinction entre les demandeurs d'asiles, qu'il faudrait accueillir et les migrants économiques qu'il faudrait aider dans leurs pays d'origine.

Pour cela, certains préconisent de « *résoudre le problème à la source* » en mettant en place des aides au développement dans les pays concernés. Il a aussi été dit « *qu'il n'est pas question de fermer les frontières même si l'Europe ne peut pas accueillir tout le monde* » et un sentiment d'impuissance a été exprimé : « *je me sens démunie face à ce sujet* ». Il a aussi été évoqué la possibilité de remettre des frontières en Europe.

### **Une Europe de la défense ?**

Les questions de politique de défense européenne et de politique de défense anti-terrorisme ont été soulevées mais sans rentrer dans le détail.

### **Qui décide et comment décide-t-on ?**

Se pose alors la question des prises de décisions. Plusieurs personnes soulignent que la technicité n'intéresse personne mais cependant qu'il leur manque des informations fiables, d'experts, non partisans, pour construire leurs opinions et donner leurs avis. **Une envie de démocratie ascendante et non normative** se fait ressentir avec l'idée de créer des systèmes de communication européens, notamment un « *internet commun en Europe* ». Mais en quelle langue communique-t-on ? Faut-il une langue commune ?

Ainsi, l'idée que des objectifs et des priorités communes à l'Europe doivent être définis par les citoyens, notamment en matière d'économie, de social et d'environnement semble faire consensus. Il est souligné la nécessité de la prise en considération de la crise écologique dans le poids des décisions. Les décisions doivent, selon certains, se prendre « *au bon niveau* » en appliquant, par exemple, le principe de subsidiarité. Un participant précise également que l'organisation de la démocratie doit se faire au niveau de l'État. Une harmonisation par le haut est ainsi mise en parallèle avec l'idée d'une

transformation du modèle, perçu comme descendant, en un modèle ascendant et « désiré » (« *faire basculer la contrainte en désir* »).

Ainsi l'atelier sur le modèle européen n'a pas remis en question les fondements de l'Europe ou l'existence d'une identité commune et a réuni des participants qui, dans l'ensemble, sont convaincus de la pertinence de l'Europe et qui souhaitent le développement de sa puissance dans le monde sans remettre en question ses contours. L'un des interviewés, présent dans ce groupe, est le seul à avoir questionné la définition même de l'Europe et le flou qui l'entoure : mais au fait... « C'est quoi l'Europe ? ».

\*\*\*

## Atelier 3 « Quelle démocratie en Europe ? »

- **Principales problématiques abordées :**

- *Faut-il renforcer les pouvoirs du Parlement Européen ?*
- *Quelles valeurs démocratiques au sein de chaque pays, mais aussi entre les pays ?*
- *Comment réduire la distance entre les citoyens et la Commission européenne, et les instances européennes en général ?*
- *Les institutions européennes sont-elles démocratiques ?*
- *Comment (re)donner du sens et de la lisibilité au vote européen ? Comment le promouvoir, voir même le légitimer ?*
- *Comment contrôler les intervenants des institutions européennes ?*
- *Quelle voix pour le citoyen en Europe ? (faut-il une démocratie directe ?)*
- *Comment promouvoir, encourager un vote européen, donner envie de voter ?*

- **Participation**

13 personnes ont participé à l'atelier n°3. Ce groupe était constitué majoritairement de femmes (9 femmes et 4 hommes). Toutes les catégories d'âge ont pu être représentées avec la présence de jeunes (lycée, études supérieures), d'employés et de retraités. La diversité du groupe a permis d'avoir des échanges intergénérationnels, appréciés par l'ensemble du groupe.

- **Éléments d'ambiance**

La charte d'engagement des consultations citoyennes sur l'Europe a été respectée : l'ensemble des participants a accepté la règle du jeu et la méthodologie, énoncées en début d'atelier. Les échanges ont été effectués dans un esprit d'écoute, de respect, et d'ouverture. Les participants ont pu s'exprimer chacun à tour de rôle, de façon constructive. Les discussions se sont faites principalement entre participants, l'animateur du groupe veillant à ce que la parole soit dédiée aux citoyens et à ce que chacun puisse s'exprimer. Ces conditions ont contribué à un climat convivial et propice aux échanges. Les fiches de propositions ont été remplies par chaque participant, de manière individuelle ou collective.

- **Problématiques abordées**

Pour les participants, la démocratie en Europe pose d'abord la question des valeurs démocratiques à l'intérieur des pays et entre chaque pays membre. Les habitants ont notamment souligné le niveau de démocratie différent selon les pays européens. Un participant a questionné la définition de la démocratie en Europe. À plusieurs reprises, le groupe a souligné des thématiques transversales entre les 3 ateliers (identité, modèle, démocratie).

Les habitants se sont ensuite rejoints sur la distance entre les citoyens et les institutions européennes. Les participants ont partagé un sentiment d'éloignement entre l'avis des citoyens, exprimé à travers le vote des députés du Parlement européen, et les décisions finales prises par la Commission européenne. Un habitant témoigne de son impression que le Parlement européen aurait peu de poids face à la Commission européenne, ce qui contribuerait à la désaffection de l'Union européenne par les citoyens et au fort taux d'abstention lors des élections européennes.

Un habitant s'est ensuite interrogé sur le fonctionnement démocratique des institutions européennes à l'heure actuelle, posant la question de la place du citoyen dans le processus démocratique.

Enfin, sur le sujet du contrôle de l'appareil démocratique au sein des institutions européennes, la plupart des participants se sont accordés à dire qu'une relation de confiance était primordiale pour éviter un désintéressement de la question européenne par les citoyens.

De manière collective, les habitants se sont interrogés sur la façon de rapprocher les citoyens des institutions européennes. Cela passerait selon eux par une meilleure prise en compte de l'avis des citoyens, notamment en rendant leur utilité aux référendums (respect des résultats, recours aux référendums de manière plus régulière). L'un des participants a également proposé l'idée de renforcer les pouvoirs du Parlement européen et de repenser le fonctionnement des institutions européennes en y associant les citoyens pour une meilleure démocratie.

Sur la question du vote européen, de nombreuses réflexions ont été soulevées par les participants à la fois sur le sens du vote européen et son utilité pour les citoyens. L'enjeu est donc de savoir comment redonner sens et légitimer le vote européen pour pouvoir en faire la promotion et encourager la participation des citoyens lors des élections. Redonner sens au vote européen permettrait également de réduire la distance avec les institutions européennes. Un habitant a soumis l'idée de voter pour une liste composée également de personnes d'autres pays européens plutôt que pour une liste composée uniquement de personnes d'un même pays afin de renforcer *l'esprit* européen.

La présence de jeunes dans le groupe de travail a permis de poser la question de la participation des jeunes à la vie européenne et la façon de mieux les impliquer. Un déficit d'enseignement et de communication sur l'Europe a été identifié par les participants, s'accordant sur le niveau jugé trop scolaire, trop théorique d'apprentissage de l'Europe et de son rôle. L'une des propositions a ainsi porté sur la manière de rendre l'Europe plus tangible.

\*\*\*